

# l'Opinion

INTERVIEW

Canard sans tête

«Le renoncement à Notre-Dame-des-Landes a servi de matrice aux Gilets jaunes»



Marie-Amélie Lombard-Latune

02 novembre 2021 à 12h45

« L'Etat-providence se démultiplie alors qu'il abandonne sa fonction d'unification », analyse Gilles Clavreul, préfet et auteur de *Dans le silence de l'Etat*



Préfet, Gilles Clavreul a cofondé le Printemps républicain, mouvement venu de la gauche républicaine, défendant la laïcité, et a créé le think tank L'Aurore. De 2015 à 2017, il a été délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT. Il publie *Dans le silence de l'Etat* aux éditions de l'Observatoire (en librairie le 3 novembre).

**A contre-courant des critiques sur un Etat boursouflé, un Léviathan, vous parlez d'un Etat faible face à des citoyens « qui ne croient plus en lui ». Peut-on vraiment parler de « repli » ?**

Effectivement, les citoyens n'y croient plus, ils sont les spectateurs d'une pièce dont les acteurs eux-mêmes ne croient plus à leur propre texte. Cette crise – générale dans les démocraties occidentales depuis les années 1970 – d'un modèle de l'intervention publique fait en France écho à l'histoire longue entre la société et l'Etat. La formule anglo-saxonne « l'Etat n'est pas la solution, c'est le problème » ne pouvait pas s'y imposer. Progressivement, les élites politico-administratives françaises ont fait leur l'idée qu'il fallait « changer le logiciel de l'Etat ». « Moins d'Etat pour mieux d'Etat », c'était le mantra de ces jeunes intellectuels technocrates de centre gauche ou droit des années 1980-1990. Sans en avoir pleinement conscience, ils ont porté le ver dans le fruit et remis en cause le principe même de la légitimité de l'Etat, celle d'être l'instituteur de la société.

## **Ce qui a abouti, selon vous, à ce que l'Etat se décharge de « sa fonction d'unification de la société » tout en multipliant les politiques de redistribution...**

C'est effectivement le grand paradoxe. A la fois, ce processus de délégitimation de l'Etat, cette volonté de le « rationaliser » et, en même temps, le **développement de politiques redistributives « palliatives »**. Comme si, par une sorte de mauvaise conscience, l'Etat providence se démultiplie alors qu'il abandonne sa fonction d'unification attribuée à l'école en particulier. Le périmètre de la dépense publique n'a cessé d'augmenter, principalement vers les collectivités locales et la protection sociale. L'Etat s'est délesté de ses prérogatives en multipliant les « agences » comme s'il fallait dessaisir le politique du pouvoir de décision. On a ainsi créé un système qui se veut d'inspiration rationnelle, technicienne, mais qui est en réalité terriblement dépensier. Accusée d'abandon, la puissance publique n'a jamais été aussi interventionniste. Dans le même temps, la « coconstruction », du type de la **Convention citoyenne pour le climat**, est vantée comme façon de réactiver la démocratie. Elle n'aboutit souvent qu'à la délégitimer et à déresponsabiliser. Les politiques locales sont « co-construites » à coups de « partenariats » entre maire, préfet, agglomération, département, région, Etat et, souvent, associations. Pour le citoyen, tout cela devient très opaque.

*« Le succès des propositions identitaires, de “droite” ou de “gauche”, tient au délitement du collectif dont l'Etat est le garant »*

## **A cet « affaïssement » de l'Etat, les hommes politiques ont cru pouvoir répondre par « l'incarnation ». Une solution ?**

Les politiques ont en effet senti que quelque chose se délitait. C'est le thème fondateur de la « fracture sociale ». Mais ils ont placé des espoirs excessifs dans cette incarnation. Cherchant à créer une « relation personnelle » avec le peuple français, ils ont délaissé la question de l'Etat, totalement pour Nicolas Sarkozy, **paradoxalement pour François Hollande**, partiellement pour Emmanuel Macron. Libéral assumé, dans une posture de verticalité, en première partie de mandat, l'actuel président a ensuite davantage investi la question territoriale, la question laïque.

## **Le renoncement à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes fut, écrivez-vous, « la matrice des Gilets jaunes ». Le mouvement de protestation a prospéré sur la faiblesse de l'Etat ?**

Depuis cinquante ans, l'Etat était engagé dans un processus hors normes et a respecté toutes les règles du jeu pour, in fine, renoncer à son projet. Comment ensuite imposer des projets d'envergure, faire prévaloir l'intérêt général ? **Emmanuel Macron l'avait bien compris** qui, un mois avant son élection, avait dit qu'abandonner le chantier reviendrait pour l'Etat à renoncer à sa parole. Notre-Dame-des-Landes aurait été lancé, les Gilets jaunes n'auraient pas pris cette tournure. Là, l'Etat a été obligé de répondre assez durement à une minorité violente qui, à Notre-Dame-des-Landes, avait obtenu gain de cause. Depuis les épisodes de la ZAD, la parole de l'Etat s'était démonétisée.

## **Ces failles de l'Etat permettent-elles aux wokes « identitaristes » – ceux qui défendent des catégories comme les femmes, les homosexuels, les immigrés, ceux qui affirment « mon identité, mon choix, mon droit », résumez-vous – de s'engouffrer dans la brèche ?**

Le succès des propositions identitaires, de « droite » ou de « gauche », tient effectivement au délitement du collectif dont l'Etat est le garant. Elles sont en guerre contre le principe d'indifférence libérale, mais elles en sont les enfants turbulents.

## **Cette faiblesse de l'Etat est-elle aussi un tremplin pour Eric Zemmour ?**

Son **discours est éminemment contradictoire, pessimiste et volontariste**, le flou artistique permettant d'agrèger des frustrations et des espérances. « C'est comme cela », martèle-t-il sur beaucoup de sujets comme les femmes ou la soi-disant incompatibilité avec l'islam. Il fabrique un imaginaire sur l'identité de la France et les menaces qui pèseraient sur elle. C'est le **prince du « en même temps »** ! De Gaulle et Laval. Laïcité et catholicisme, etc.. Et il évacue la question de l'Etat qualifié de dépensier, inefficace dans un discours un peu poujadiste. Quand il est coincé sur l'économique ou le social, il balaie le problème d'un : « Je gère les grands enjeux, le reste, c'est de l'intendance. » Il faut bien dire qu'il n'a jamais rien dirigé, même pas un service d'une rédaction...

*« Les géants de l'internet font échec à la puissance publique et que nous sommes assez démunis non seulement sur un plan juridique mais aussi sur le plan des idées »*

**La solution, c'est une « reconstruction », « renouer le lien essentiel avec le Peuple ». Ce qui signifie ?**

Il s'agit de se mettre d'accord sur un Texte collectif comme nous l'avons fait pour la Déclaration des droits de l'homme, les grandes lois libérales de la IIIe République, les travaux du Conseil national de la Résistance ou la Constitution de la Ve. Comment former une nation, pourquoi adhérer à un contrat social ? L'Etat a quelque chose à dire sur les valeurs autour desquelles la société s'organise. Le rôle principal du « souverain » est d'exprimer une vision de cette direction. Avec la liberté pour but ultime.

**Est-ce ce qu'Emmanuel Macron veut faire en développant un « récit national, républicain, européen » ?**

Je suis mal à l'aise avec le terme de « récit ». Rappeler l'Histoire, avoir une politique mémorielle ne fonde pas un projet politique. **Les Français n'ont pas besoin qu'on leur raconte une histoire, ni d'être endormis.** Ils ont besoin d'être réveillés !

**Avec Facebook, on parle beaucoup de métavers, d'avatars et de réalité augmentée. Comment l'Etat pourra-t-il réguler ce monde virtuel ?**

C'est évident que **les géants de l'internet** font échec à la puissance publique et que nous sommes assez démunis non seulement sur un plan juridique mais aussi sur le plan des idées. A mon niveau, quand je dirigeais la Dilcrah (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT) et voulais lutter contre les contenus haineux, je me suis heurté à une partie de l'appareil d'Etat, à des hauts fonctionnaires « conflictés » parce qu'ayant travaillé pour des intérêts privés mais arguant de la « neutralité du net ». Ce manque de volonté de défendre l'intérêt public renforce les propositions autoritaires, du type de celles de la Chine ou de la Russie qui, elles, **savent mettre les multinationales au pas...** à leur façon !